

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille dix-neuf, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Maire, en suite de la convocation faite le 6 décembre 2019.

Présents :

- Mme ROBERT-DEHAULT, Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme AUBRY, Adjoints au Maire
- M. CORNUT-GENTILLE, Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, M. CORDEBARD, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. RAIMBAULT, M. FEUILLET, M. SCHILLER, M. CHARPENTIER, M. GARNIER P., Mme PEYRONNEAU, M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme VARNIER, M. BOUZON, M. AMELON, Mme ROBIN

Ont donné procuration :

M. RAIMBAULT à Mme ROBERT-DEHAULT
M. FEUILLET à Mme AUBRY
M. CHARPENTIER à M. J. GARNIER
Mme PEYRONNEAU à M. KAHLAL
Mme VARNIER à Mme DECHANT

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 114-12-2019

**DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES A L'INTERDICTION DU TRAVAIL LE
DIMANCHE ACCORDEES AU TITRE DE L'ANNEE 2020 AU COMMERCE DE
DETAIL – AVIS DU CONSEIL**

Rapporteur : M. Philippe BOSSOIS

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche.

Pour les commerces de détail non alimentaire, des dérogations au repos dominical peuvent donc dorénavant être accordées par le Maire à hauteur de 12 dimanches par an au lieu de 5 auparavant en déduisant les jours fériés travaillés pour les commerces de détail alimentaires supérieurs à 400 m² (nouvel article L 3132-26 du Code du Travail). La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Les commerces de détail alimentaire peuvent, de façon permanente et sans demande préalable, être ouverts le dimanche jusqu'à 13 heures.

L'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit désormais faire l'objet d'une concertation préalable en consultant :

- ✕ le Conseil Municipal qui doit rendre un avis simple ;
- ✕ le Conseil d'Agglomération, dont la commune est membre, (lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de 5), doit rendre un avis conforme. A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour l'année 2020, un arrêté doit être pris afin de désigner les dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire serait supprimé.

Pour les commerces de détail, autres que l'automobile et le matériel agricole, il est proposé, pour l'année 2019 le calendrier suivant, comprenant 12 ouvertures dominicales, à savoir :

Pour les commerces de détail, autres que l'automobile et le matériel agricole :

- les dimanches 12 et 19 janvier : soldes d'hiver
- le dimanche 07 juin : fête des mères
- les dimanches 28 juin et 05 juillet : soldes d'été
- le dimanche 30 août : rentrée scolaire
- les dimanches 22 et 29 novembre, 06, 13, 20 et 27 décembre : fêtes de fin d'année

Pour l'automobile et vente de matériel agricole, les dimanches proposés pour l'ouverture des commerces correspondent aux actions commerciales des différents constructeurs (type portes ouvertes), à savoir :

- ✕ dimanche 19 janvier
- ✕ dimanche 15 mars
- ✕ dimanche 22 mars
- ✕ dimanche 29 mars
- ✕ dimanche 26 avril
- ✕ dimanche 14 juin
- ✕ dimanche 13 septembre
- ✕ dimanche 11 octobre
- ✕ dimanche 15 novembre

Par l'intermédiaire des Présidents d'association de commerçants, la collectivité a sollicité l'avis des enseignes commerçantes de Saint-Dizier.

Conformément aux réponses collectées et aux dispositions de l'article L 3132-26 du Code du travail,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à ces propositions de dates.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide à l'UNANIMITE, d'émettre un avis favorable à ces propositions.

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON